L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 4 MARS 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEBER et J. D.
G. F. WEBER, } Editeurs.
E. DUVERGER, }

Rue du Conti, No. 63, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 4 MARS.

ABONNES A LA CAMPAGNE.

Les partisans de l'Abeille à la campagne sont informés qu'ils recevront leur journal régulièrement, à partir du 1er Janvier, pour le prix réduit de $3 par an, payable d'avance. Il est important pour nos abonnés d'éviter toute interruption dans la réception de leur journal, afin de pouvoir compléter leurs collections. Nous prions donc nos amis de la campagne de nous envoyer leurs renouvellements d'abonnement aussitôt que possible, afin que nous puissions nous arranger en conséquence. Nous ne pouvons pas nous exposer à faire des envois à ceux qui ne nous auront pas payé d'avance, car nous avons déjà perdu beaucoup d'argent par ce système. Nous espérons que nos amis ne nous en voudront pas de cette mesure, qui est devenue indispensable.

L'ANGLETERRE ET LES ETATS-UNIS.

Il est à peu près certain que les affaires ne tarderont pas à prendre une tournure favorable entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Les dernières nouvelles d'Europe nous font voir que le ministère anglais a fait des concessions importantes, et qu'il a même abandonné quelques-unes de ses prétentions les plus exorbitantes. Il paraît que le cabinet de Londres a enfin compris que la guerre avec les Etats-Unis serait une guerre désastreuse pour l'Angleterre, et qu'il a résolu de faire tout ce qu'il pourra pour éviter ce malheur. Nous espérons que ces dispositions pacifiques seront partagées par le gouvernement de Washington, et que les différends qui existent entre les deux pays seront bientôt arrangés d'une manière satisfaisante pour les deux parties.

Le Cabinet de St. James a fait preuve d'une grande modération dans toute cette affaire. Il a montré qu'il désirait sincèrement éviter une guerre avec les Etats-Unis, et qu'il était prêt à faire tout ce qui serait compatible avec l'honneur national pour arriver à un arrangement amical. Il a même fait preuve d'une condescendance qui a dû lui coûter beaucoup, en consentant à soumettre à l'arbitrage la question de droit qui a été la cause principale de la mésintelligence entre les deux pays. Il a aussi montré un esprit de conciliation très louable en consentant à ne pas insister sur l'exécution de la clause du traité de 1842, qui stipule que les sujets anglais jouiront, dans les Etats-Unis, des mêmes droits de propriété que les citoyens américains. Cette clause, qui a été abrogée par la législature de New-York, a été la cause de beaucoup de difficultés entre les deux gouvernements, et il est heureux qu'elle ait été abandonnée.

Le gouvernement anglais a aussi montré un esprit de modération très louable dans la question de l'enrôlement des matelots américains par les agents de recrutement anglais. Il paraît que ces agents ont été autorisés à suspendre leurs opérations dans les villes américaines, et s'il se fait quelque chose de ce genre, il faut absolument, il répétons-le, M. Crampton. Seulement il attendra une occasion favorable et un prétexte plausible, pour n'avoir pas l'air de céder aux exigences de Secrétaire Marcy. Il a pris la question de l'Amérique centrale en main, et il est probable que, dans quelques jours, il aura fait un arrangement qui satisfera les deux parties. Le départ de M. Crampton et Buchanan de Washington à la fin de Février, semble annoncer que les négociations sont terminées, et que le traité Clayton-Bulwer, le désaccord duquel a été la cause principale de la mésintelligence entre les deux pays, va être remplacé par un autre qui sera plus satisfaisant pour les Etats-Unis.

Le discours de M. Bright dont il est question dans la lettre ci-dessous, a été prononcé à Rochdale, pour soutenir la proposition suivante présentée à la Chambre de Commerce de Manchester :

"Cette chambre a vu avec un profond regret que des difficultés ont surgi entre le gouvernement anglais et celui des Etats-Unis, au sujet de l'interprétation d'un traité relatif à l'Amérique centrale, et de toutes autres questions pendantes entre les deux pays ; elle a pris connaissance des documents publiés par ordre des Etats-Unis. Cette chambre signale chrétiennement au gouvernement la nécessité d'exercer, par tous les moyens en son pouvoir, une influence amicale pour aplanir les différends, et déplore tout acte ou toute parole qui pourrait tendre à aggraver la situation actuelle."

M. Bright a répondu dans un discours que la Chambre de commerce de Rochdale avait, avec raison, regardé jadis avec regret la guerre de Louis-Philippe, afin d'éviter une guerre, avec l'Angleterre, à propos de l'affaire de Tahiti.

Lord Clarendon a été dit ensuite, en parlant pour Paris et le Japon, il a été dit, en parlant pour Paris et le Japon, il a été dit, en parlant pour Paris et le Japon, il a été dit